

# De la valeur ignorée des métiers

monde-diplomatique.fr/2010/03/RIMBERT/18923

LE *MONDE diplomatique* mars 2010

Pierre Rimbert



Antonio Seguí. — «A vous de faire l'histoire, n° 1» (détail, 1965-1968)

Musée d'art contemporain, Marseille

A force d'évaluer toutes choses et toutes gens à l'aune de leur rendement monétaire — que rapportez-vous aux actionnaires? —, il était fatal qu'on retournât un jour la question aux évaluateurs, mais posée d'un autre point de vue : que rapportez-vous à la société?

C'est à un tel renversement de perspective qu'invite une étude publiée en décembre dernier sous l'égide de la New Economic Foundation (1). Eilis Lawlor, Helen Kersley et Susan Steed, trois chercheuses britanniques, y abordent non sans malice la question des inégalités, en comparant la rémunération de certains métiers, sélectionnés aux deux extrémités de l'échelle des revenus, à la «valeur sociale» qu'engendre leur exercice. Dans le cas d'un ouvrier du recyclage, payé 6,10 livres sterling de l'heure (environ 7 euros), les auteures estiment que *«chaque livre dépensée en salaire générera 12 livres de valeur»* pour l'ensemble de la collectivité. En revanche, *«alors qu'ils perçoivent des rétributions comprises entre 500 000 et 10 millions de livres, les grands banquiers d'affaires détruisent 7 livres de valeur sociale pour chaque livre de valeur financière créée»*. Ainsi le bilan collectif des activités les mieux rétribuées s'avère-t-il parfois négatif, ce que suggérait déjà la tempête financière déchaînée depuis 2008...

Baptisée «retour social sur investissement», la méthode utilisée pour quantifier la valeur générée par un emploi prend la théorie économique standard à son propre piège. Les hauts salaires refléteraient l'apport des cadres supérieurs à l'entreprise. *«La pensée orthodoxe dit que notre utilité dérive de l'argent, soulignent les chercheuses. Plus on en gagne, plus on est utile. Il s'ensuit que pour maximiser le bien-être collectif, il faut accroître le revenu total.»*

Pareille vision du monde conduit notamment à n'attribuer aucune valeur au travail domestique, très majoritairement dévolu aux femmes. Et à perdre de vue que le processus économique s'étend en deçà et au-delà de l'échange monétaire. Car la production et la consommation de biens et de services provoquent des répercussions involontaires appelées «externalités», tantôt négatives, tantôt positives, immédiates ou différées : une voiture transporte *mais* pollue, un livre divertit et instruit. On peut évaluer ces effets secondaires en chiffrant les coûts de la pollution et les bénéfices de l'instruction. Il en va de même pour les professions. Pour déterminer la contribution sociale nette d'un métier, expliquent Lawlor, Kersley et Steed, il faut tenir compte de ses impacts indirects sur l'économie, l'environnement, la société, etc.

## Conseiller fiscal ou détrousseur social?

---

Prenons un publicitaire. Son activité vise à accroître la consommation. Il en découle, d'un côté, une création d'emplois (dans le secteur de la publicité, mais aussi dans les usines, le commerce, les transports, les médias) et, de l'autre, un accroissement de l'endettement, de l'obésité, de la pollution, de l'usage d'énergies non renouvelables. Par une série de calculs ingénieux et parfois acrobatiques, les trois chercheuses évaluent chacun des bénéfices et coûts de la surconsommation imputable à la publicité. Ne reste plus qu'à les mettre en rapport : *«Pour chaque livre sterling de valeur positive, 11,50 livres de valeur négative sont générées.»* En d'autres termes, les cadres du secteur publicitaire *«détruisent une valeur de 11,50 livres à chaque fois qu'ils engendrent une livre de valeur»*.

La proportion s'inverse si l'on considère le travail d'un agent de nettoyage hospitalier. Pénible, invisible, peu considéré, mal payé et généralement sous-traité, il n'en contribue pas moins à la marche générale du système de santé et minimise le risque d'infections nosocomiales. S'appuyant notamment sur un article du *British Medical Journal* consacré aux bénéfices sanitaires induits par l'embauche d'un nettoyeur supplémentaire ainsi que sur le coût des pathologies contractées dans les hôpitaux, les auteures estiment que «pour chaque livre sterling qu'elle absorbe en salaire, cette activité produit plus de 10 livres de valeur sociale». Et encore, précisent-elles, «il s'agit probablement d'une sous-estimation».

La méthode permet également d'établir qu'un conseiller fiscal, dont l'art consiste à priver la collectivité du produit de l'impôt, détruit quarante-sept fois plus de valeur qu'il n'en crée, contrairement à l'employée de crèche qui, par l'éducation prodiguée aux enfants et le temps libéré pour les parents, rend à la société 9,43 fois ce qu'elle perçoit en salaire. Ces décimales comportent à l'évidence quelque chose de saugrenu. «*Nous ne visions pas la précision en effectuant ces calculs, expliquent Lawlor, Kersley et Steed, certains aspects de la valeur nous ont probablement échappé. Il s'agissait d'attirer l'attention sur le problème.*» D'opposer la création de valeur pour la société à la création de valeur pour l'actionnaire; de suggérer le bouleversement d'un mode de rémunération qui valorise en les surpayant certaines des professions les plus nuisibles et, symétriquement, décourage des activités profitables au plus grand nombre. Non sans adresser, en passant, la facture de leurs ravages à trois des six métiers étudiés.

Hier encore justifiées au nom de l'«effet de percolation» (*«trickle-down theory»*) selon lequel la richesse des plus cossus profite à tous puisqu'elle finit par ruisseler sur le front des pauvres, les inégalités inquiètent jusqu'aux libéraux à mesure que leur accroissement dissipe les dernières illusions de la «mondialisation heureuse». Au Royaume-Uni, un rapport gouvernemental publié en janvier dernier détaille l'anatomie d'une société durablement fracturée, où les 10% les plus riches possèdent quatre-vingt-dix-sept fois plus que les 10% les plus pauvres (2).

Citée dans ce document, une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) relève que, entre le milieu des années 1980 et le milieu des années 2000, les inégalités de revenus se sont creusées dans dix-neuf des vingt-quatre pays étudiés. Les coûts sanitaires et sociaux de cette dénivellation vertigineuse sont documentés (3). Mais, en dépit de la concordance des diagnostics, quel gouvernement osera prescrire les deux remèdes connus à ce jour : une fiscalité d'écrêtement des hauts revenus; une restriction du libre-échange pour relâcher la pression sur les bas salaires?

**(1) Eilis Lawlor, Helen Kersley et Susan Steed, « A bit rich. Calculating the real value to society of different professions », New Economic Foundation, Londres, 2009.**

**(2) John Hills (sous la dir. de), «An anatomy of economic inequality in the UK. Report of the national equality panel», Government Equality Office - London School of Economics and Political Science, Londres, 2010.**

**(3) Cf. l'enquête sur les effets des inégalités dans vingt-trois pays riches menée par les épidémiologistes Richard Wilkinson et Kate Pickett : *The Spirit Level : Why More Equal Societies Almost Always Do Better*, Penguin Books, Londres, 2009.**